

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > À gauche (France) > Histoires, bios et militant.es à gauche (France) > **A Roger Martelli : Retour sur le passé. Préparons aussi l'avenir**

A Roger Martelli : Retour sur le passé. Préparons aussi l'avenir

mercredi 30 décembre 2015, par [GABRIEL Claude](#) (Date de rédaction antérieure : 29 décembre 2015).

Sommaire

- [Attention à la périodisation](#)
- [Le lacet étrangleur européen](#)
- [Il importe de préparer l'aveni](#)

Je voudrais ici faire quelques ajouts au texte récent de Roger Martelli « Continuer c'est renoncer » [1].

Roger y fait un résumé de nos attentes, de nos échecs et désillusions depuis une vingtaine d'années. Pour conclure : « En fait, ma génération a perdu sa force propulsive, définitivement. C'est à d'autres d'inventer, de formuler, d'expérimenter. Des gens comme moi peuvent à la limite servir de passeurs, de transmetteurs, d'agents de mise en garde. Mais le nouveau n'advient que des générations nouvelles ».

Ce constat peut être partagé par le plus grand nombre d'entre nous. Mais la question demeure : pourquoi cela est-il arrivé ?

À l'égard de notre héritage (puisqu'il s'agit de notre génération), il convient de pratiquer le droit d'inventaire. Qu'e n'avons-nous pas vu ou compris ? Quelle hiérarchie donner à ces ratages ? Cela ne devrait pas prêter à polémique, et ça ne l'est pas, je pense, avec Roger Martelli. Mais c'est aussi un problème d'exhaustivité et une question de profondeur de champ.

Attention à la périodisation

Le découpage de l'histoire longue est souvent appelé à la rescousse pour réaliser une démonstration ou pour souligner l'importance de certains événements. Aucun de nous n'y déroge, moi le premier comme on va le voir. Mais ce saucissonnage est un confort qui aboutit généralement à des approximations. Roger fait le choix de 1995, de la lutte sur les retraites et, à partir de là, d'une série d'occasions manquées. Ce faisant, il met l'accent sur l'aspect le plus récent de notre impuissance collective au travers de luttes sociales et de leurs insuffisantes expressions politiques.

Sa description est juste. Mais nous sommes-nous simplement trompés de tactique ? Les uns et les autres ont-ils été trop opportunistes ou trop sectaires, trop manœuvriers, trop petits bras ? Sans doute. Mais encore ?

Il existe par exemple nombre d'analyses sur la « période », avec lesquelles je suis en partie en désaccord, qui disent que le tournant majeur a été celui de la perte de référent socialiste avec l'écroulement de l'URSS. Ainsi la disparition du « modèle » stalinien aurait coupé le cordon avec la révolution russe et aurait privé tout le mouvement social de ses racines subversives. Oui encore mais

jusqu'à quel point ?

Je crois plus, pour ma part, à la composante la plus objective de cette histoire. Celle des rapports sociaux et des transformations du capitalisme. Et là, on est plus en 1995 ou en 1990. Nous pourrions même nous risquer à dire que l'échec de 1968 a été celui de la dernière grève générale avec occupation des usines, liée au haut niveau d'industrialisation, de concentration ouvrière par site, à la rencontre potentielle entre une partie de la jeunesse intellectuelle et la classe ouvrière, à l'émergence de la notion d'autogestion et à un début de confrontation violente avec les forces de répression. Tout cela ne s'est pas très bien terminé comme chacun sait. Nous avons beau parlé de « force propulsive de mai 68 » avec notre inaltérable capacité à fabriquer des formules, nous savons aujourd'hui que les éléments constitutifs de l'événement Mai 68 ont commencé à s'estomper dès le début des années 70, dans l'organisation productive, dans les débuts du chômage, dans le plafonnement de la LCR très inspirée par le modèle de la révolution russe et le pas de deux du PS de Mitterrand et du PCF de Georges Marchais. Nous pouvions toujours analyser chaque lutte comme le prolongement de 1968, ce qui n'était pas faux. Sauf que 68 n'avait pas été dans sa forme un début mais une fin. Fin d'une longue période du capitalisme, fin d'un pacte social spécifique, fin de la croissance et du plein emploi, etc.

Et la preuve en a été immédiatement apportée. Dès la forte récession des années 70, le mouvement ouvrier se voit incapable de reprendre vraiment la main face à une classe dirigeante dont l'obsession désormais est celle du rétablissement du taux de profit et la baisse de la part de salaires dans l'excédent d'exploitation. Le mouvement ouvrier laisse l'initiative à la bourgeoisie, d'abord aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, puis en France à, partir de 1983 sur les ruines d'une participation furtive du PCF au premier gouvernement de Mitterrand. La baisse brutale et très importante des salaires dans la valeur ajoutée se produit partout en cette période mais très radicalement et rapidement en France. Dans le même temps, s'amorce la construction du grand marché européen prémisses de l'Union, le début d'un large déploiement des grands groupes en dehors de leurs frontières nationales. L'organisation du travail change, la composition du prolétariat se diversifie et se complexifie, etc. Nous entrons dans le libéralisme, non seulement par des « politiques libérales », mais beaucoup aussi par l'évolution structurelle du capitalisme.

Dès lors, le cumul des défaites sociales sur fond de « changement d'époque » affaiblit progressivement les forces sociales sur lesquelles nous pouvions nous appuyer. Les forces sociales encore disponibles. Le tournant de la CFDT en a été l'une des illustrations, celle-ci s'adaptant ad nauseam aux nouvelles forfaitures du capitalisme tout en fortifiant justement et paradoxalement son implantation.

Dans un pays qui, depuis un siècle, connaissait presque tous les 25 ans une nouvelle déflagration sociale avec l'émergence d'une nouvelle génération militante prenant le relai de la précédente, voilà que les années 90 passent sans rien de comparable, puis les années 2000, puis.... A chaque progrès de nos élaborations collectives ou particulières, nous découvrons que les forces sociales requises se sont un peu plus érodées. Retards d'élaboration et affaiblissement d'audience s'alimentant à tour de rôle.

Le rapport de force s'est ainsi d'abord dégradé dans les entreprises et dans les rapports de travail. Lutter ? Sans doute, mais où et comment dans un capitalisme en mutation ? Cela a quelques rapports avec la lutte de 1995 sur les retraites, durant laquelle la participation du secteur privé fut relativement modeste, à tel point que la presse commenta largement la « grève par procuration » des cheminots pour le secteur privé.

Le lacet étrangleur européen

Mais, le coup de grâce aura été porté par la construction européenne, le traité de Maastricht et l'Union monétaire, puis le traité de Lisbonne et celui de Nice, le mille-feuille de déréglementations, la prééminence de l'exécutif européen sur les règles parlementaires nationales, des institutions conçues pour n'appliquer que des politiques libérales et favoriser la compétitivité des grands groupes dans la globalisation financière...

A partir de là, nous sommes à cours de programme de rupture et à cours de luttes qui puissent répondre partiellement à ce nouveau contexte.

L'Appel des 200 en octobre 2004 en vue du référendum constitutionnel européen de l'année suivante ne pose aucun problème politique a posteriori. L'argumentaire de la Fondation Copernic non plus [2]. La campagne qui s'en est suivie et ses résultats furent excellents, mais comme le rappelle Roger Martelli, tout cela ne relança pas les luttes grévistes proprement dites une fois passé l'affaire du référendum. Du moins jusqu'en 2010 et hors transports.

Il est intéressant de relire aujourd'hui les textes des uns et des autres durant la campagne référendaire de 2005, parmi lesquelles se place celle de Roger Martelli (alors opposant interne à la direction du PCF) au travers d'un document intitulé « Si le Non l'emporte... Propositions pour une relance européenne » et proposant dix « mesures d'urgence », douze « principes » et dix-huit « orientations » afin de réorienter l'Union européenne : « le cadre général de l'Union sera redéfini par un ou deux traités, qui se substitueront ainsi à ceux qui ont été en vigueur jusqu'à ce jour. La discussion sera engagée sur les grandes lignes d'une politique économique et sociale affranchie du carcan libéral qui la régit aujourd'hui. »

Un document d'Attac « Si le " Non " l'emporte. Propositions pour une relance européenne » amorce un vaste programme de redressement social, économique et anti-libéral du projet européen. Mais ce programme dit aussi ceci : « La victoire du " Non " est considérée comme une hypothèse sérieuse. Que se passera-t-il si elle advient (...) Si le " Non " l'emporte, une renégociation deviendra nécessaire. La nécessité et la possibilité s'ouvriront de débattre. Non pas dans les coulisses opaques des tractations entre gouvernants, non pas dans le cercle discret de quelques experts triés sur le volet, mais au grand jour, publiquement, de façon transparente. La victoire du " Non " signifiera le rejet de politiques depuis trop longtemps marquées du sceau d'un libéralisme arrogant. Elle s'inscrira dans la continuité des mobilisations sociales de ces dernières années. Il faudra alors en tirer les conséquences : des mesures immédiates corrigeront ce que les politiques suivies ont de plus intolérable. Elles amorceront une réorientation fondamentale de la construction européenne, qui devra se mener à la fois sur le terrain des institutions et sur celui des politiques économique, sociale et environnementale (...) Sur quoi débouchera ce vaste débat démocratique ? Le cadre général de l'Union sera redéfini ; il se substituera à celui défini par les traités en vigueur jusqu'à ce jour. La discussion sera engagée sur les grandes lignes d'une politique économique et sociale affranchie du carcan libéral qui la régit aujourd'hui. Une élaboration enfin démocratique, mobilisant activement les citoyennes et les citoyens, aboutira à des propositions institutionnelles qui seront soumises à ratification par voie de référendum. De la sorte, l'expression populaire directe permettra de réaliser ce qui apparaîtra comme un véritable processus constituant. »

Le Non l'emporta et pourtant rien de tout cela n'advint.

C'est la crise grecque qui, dix ans après, nous apporta une partie de la réponse. A savoir que l'Union européenne a transformé en grande partie le contexte dans lequel pourrait s'appliquer la formule de Lénine : « C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut

trionpher. ». Car la crise de « ceux d'en haut », c'est-à-dire leur incapacité à sortir par eux-mêmes d'une crise de leur mode de domination devrait se jouer dorénavant au niveau continental et non plus national (jusqu'à un certain point). Disons-le autrement : la classe dirigeante dirige désormais largement à, partir de l'exécutif européen laissant aux peuples l'illusion des enjeux nationaux et du parlementarisme afférent. Ni la Non français (et Sarkozy s'en joua) ni la crise grecque 10 ans plus tard n'ont pu à eux seuls mettre « ceux d'en haut » en crise et déstabiliser les conditions de domination.

Révolution ou pas, la crise des classes dirigeantes ne se joue plus au seul niveau national et ce changement a une portée considérable.

Il importe de préparer l'avenir

En 2008/2010 aussi, alors que la crise financière est comprise par l'écrasante majorité des gens comme la conséquence de la cupidité spéculative et que le mouvement gréviste reprend (2010), une fois encore c'est la bourgeoisie qui garde la main et de loin... De loin parce qu'en quelques mois il a été très clair que l'addition serait exclusivement payée par les classes populaires... de loin aussi parce que tout cela a été traité et organisé dans la lointaine sphère européenne et mondiale.

Le mouvement social est privé de cible concrète. Sarkozy raconte qu'il a éliminé les paradis fiscaux, que la mauvaise finance bloque le bon capitalisme, il promet en pleine désindustrialisation le doublement de la valeur ajoutée industrielle française avant la fin de son mandat... et pendant ce temps (comme les autres et avec les autres) il sert un peu plus fort le lacet étrangleur de l'Europe.

De notre côté, nous dénonçons à tour de bras mais manquons cruellement d'une implantation politique et sociale à la hauteur de nos revendications, comme par exemple celle d'un système bancaire public. Le relai syndical est faible et dispersé, surtout largement préoccupé de sa propre faiblesse. Le mouvement ouvrier a vu passer à la fois la transformation du capitalisme et la constitution de l'UE, avec beaucoup de retard à l'allumage, une forte inertie programmatique et dans certains cas (les organisations syndicales) une posture carrément conservatrice de négation du réel. Sans même évoquer ici, l'adhésion et la participation pleines et entières des socialistes à ces édifications capitalistes (Acte unique, Maastricht...) de l'intangible « européen » Jacques Delors à Rocard, de Julien Dray à Montebourg. Aucun d'entre eux n'ayant fait acte d'autocritique comme JL Mélenchon sur Maastricht.

Le patriotisme et le chauvinisme du mouvement ouvrier, face à une classe dirigeante très focalisée par sa place dans la mondialisation, constituent un obstacle infranchissable à la progression de nos idées - quand ce n'a pas été le terreau objectif du programme économique du FN.

Voilà pourquoi, tout en partageant nombre de faits signalés par Roger, je ne partage pas complètement sa conclusion : « Nous sommes parvenus au bout de quelque chose, qui ne se résume pas à la forme que le Front de gauche a prise jusqu'à ce jour. En fait, nous sommes dans une autre époque. Le peuple n'est plus ce qu'il était, non seulement parce que ses composantes ont changé, mais parce que les procédures qui faisaient son unification sont inopérantes. Les catégories populaires sont là et bien là, mais le « peuple » est à construire. Or, pour une part, c'est la politique qui avait permis son unification relative : une politique où la sociabilité populaire et la sociabilité politique s'entremêlaient ».

Le « peuple » disparu dont parle Roger Martelli était le peuple forgé par le capitalisme des années 20 aux années 60. Nous sommes dans une autre époque parce que le capitalisme a changé de peau et parce que ses instruments de domination ont muté. La « politique » donc doit combler ce vide.

Commençons aussi par cela. Evidemment, nous savons que la formation programmatique se nourrit d'abord des expériences sociales de masse, expérimentales, spontanées, fondatrices... Mais je ne crois pas à cet aller simple.

Or, l'échec actuel du Front de gauche et la bataille d'appareils qu'on lui connaît entre le PCF et le Parti de Gauche n'est-il pas aussi le résultat de ces retards analytiques, de ces cultures politiques anciennes qui ne collent plus vraiment au réel ? Le nucléaire, les traces du « produisons français » pour les uns, la République jaurésienne pour d'autres pour exemples.

Oui, notre génération n'a plus la force de sauter sur les tables et de grimper sur les barricades (le dos, les jambes, le souffle)... Elle n'inventera pas non plus de nouvelles formes de luttes, de grèves, de résistances, pas même de nouvelles formes d'organisation militante. Mais sur les points soulevés ici, ceux qui feront encore appel à un marxisme vivant et critique nous avons un rôle à jouer. Continuons.

Claude Gabriel

Notes

[1] ESSF (article 36784), [Continuer, c'est renoncer... - « Le nouveau n'advientra que des générations nouvelles »](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36784) :

[2] <http://local.attac.org/attac92/spip.php?article531>